

ÉNERGIE

Khelil pour une OPEP du gaz

Longtemps opposée à une telle perspective, l'Algérie est désormais favorable à la mise sur pied d'une organisation des pays exportateurs de gaz similaire à l'Opep. C'est le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, qui l'a affirmé au journal russe Expert Magazine. Qu'est-ce qui explique cette sensible évolution dans la position algérienne ?

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Idée promue fondamentalement par la Russie, avant qu'elle ne trouve un adepte en le Qatar, l'Opep du gaz n'emballait point l'Algérie, jusqu'à cette affirmation de Chakib Khelil au journal russe.

Avant 2007, l'Algérie, grand producteur et exportateur de gaz, notamment vers le Vieux Continent, ne voyait pas l'utilité de fédérer un cartel du gaz comme c'est le cas pour le pétrole. Mais la rigidité du marché et la chute drastique des prix incitaient à percevoir autrement l'équation. C'était le président Bouteflika qui, d'abord, balayait il y a quelques années tout dogmatisme dans la position algérienne, en soutenant, dans un entretien au journal espagnol *El País*, que «l'idée (iranienne, à l'époque, ndr) n'est pas à rejeter a priori. Elle mérite d'être examinée et discutée par les intéressés.»

Quelque temps plus tard, le ministre de l'Energie renforçait l'assertion, en déclarant à la presse qu'«il y a une réflexion qui est engagée, l'Opep du gaz peut être créée dans la mesure

où des pays sont intéressés». Cette déclaration de Chakib Khelil est intervenue après une autre accordée à un journal russe, *Kommersant*, qui avait publié une information selon laquelle cinq pays exportateurs de gaz avaient conclu un accord politique pour la création d'une Opep du gaz lors de la conférence énergétique du 9 avril 2007 à Doha.

Il n'en fut rien, il est vrai, mais l'idée n'a jamais été abandonnée. Ce sont par la suite les Russes qui opéreront le forcing pour aller vers la structuration de l'organisation.

L'Algérie, durant ces deux dernières années, est restée sur une position réservée. Jusqu'à ce que Chakib Khelil dise : «Nous sommes favorables à la création d'une Opep du gaz.» Le ministre de l'Energie et des Mines devait expliquer que «le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) devait fonctionner non pas comme une entité politique mais plutôt comme une organisation économique à l'image de l'Opep» Cela dit, le ministre de l'Energie et des Mines ne perd pas de vue toute



Photo : Samir Sid

L'Algérie plaide pour la fin des contrats gaziers à long terme.

la complexité qui entoure la création d'une telle organisation. «La création d'une telle organisation sera très compliquée, car tant l'Algérie, la Russie que le Qatar sont signataires de contrats à long terme». Ce type de contrats est évidemment peu avantageux pour les pays exportateurs qui n'ont que peu d'emprise sur le marché. Ils sont plutôt avantageux pour les pays consommateurs.

L'Algérie, on le sait, à l'instar de certains autres pays, plaide pour la fin des contrats gaziers à long terme. Pourquoi ? Parce que de tels contrats échappent à

la logique du marché. Contrairement aux contrats à court et moyen termes qui, eux, permettent de faire valoir la loi de l'offre et de la demande dans la détermination du prix du gaz. L'Algérie a-t-elle compris, à présent que les prix du gaz battent de l'aile sur les marchés internationaux, qu'il faut s'engager dans des perspectives solitaires et concertées.

Le ministre de l'Energie et des Mines a estimé que le prix du gaz sur les marchés internationaux, aujourd'hui bas, devrait se situer à un niveau deux fois plus élevé que son cours actuel.

Comment tirer le prix vers le haut ? Chakib Khelil a considéré qu'il faut encore redéfinir la méthode de calcul par les pays producteurs.

L'Union européenne devrait déjà être prise de frissons à cette idée d'Opep du gaz qui a fini par intéresser l'Algérie. On se souvient qu'elle avait exprimé ses inquiétudes par le passé lorsqu'il avait été question d'un cartel du gaz devant réunir l'Algérie, la Russie et l'Iran. La coopération entre Sonatrach et Gazprom a été mal accueillie par l'UE.

S. A. I.

TRANSPORT AÉRIEN

L'Algérie, un marché fructueux pour Air France

L'Algérie reste un marché fructueux, au fort potentiel de développement, pour la compagnie aérienne Air France. Néanmoins, aucune promotion tarifaire n'est envisagée par ce transporteur.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est le constat établi hier lors d'un point de presse par M. Jean-François Fauveau. Après un mandat de trois ans, le délégué régional d'Air France en Algérie vient d'être remplacé par la directrice régionale Espagne Est, Giselle Le Nozer.

Dressant un bref bilan de son action, Jean-François Fauveau a notamment relevé la forte progression de l'utilisation du billet électronique (99 %) dans les agences d'Air France. Il a également évoqué le lancement du e-billet à travers la centaine d'agences de voyages agréées qui vont disposer d'un site Internet dédié (afkl.biz).

Il s'agit d'un site interactif conçu pour aider les agences de voyages à vendre bien, simple et de manière professionnelle. En termes de résultats

commerciaux, Air France Algérie affiche une progression de 29 % de son chiffre d'affaires sur la ligne Paris-Alger, voire une hausse de 37 % de son chiffre d'affaires. Comme le nombre des passagers transportés par Air France a crû de 32 % par rapport à 2008.

Selon le délégué régional partant, Air France «investit l'essentiel de ses résultats, s'installe, embauche et se développe en Algérie».

L'Algérie reste une destination d'affaires importante pour Air France qui y bénéficie d'une visibilité excellente sur trois mois en termes de réservations, outre un remplissage excellent.

A ce propos, Jean-François Fauveau a estimé que les dispositions controversées de la loi de finances complémentaire pour 2009 n'ont pas provoqué de ralentissement



Photo : DF

Une progression de 29 % du chiffre d'affaires.

du trafic. Cela en dépit de la crise économique mondiale qui a affecté et continue d'affecter le transport aérien, quoique l'Algérie ait été tardivement concernée par cette crise.

Et ce, malgré la concurrence «vive», frontale, avec le pavillon national Air Algérie avec lequel un contrat d'assistance à l'aéroport d'Alger a été résigné en juillet 2009 pour une durée de trois

années. A ce propos, le représentant d'Air France a expliqué que la compagnie algérienne a été retenue car «meilleure» du point de vue qualité-prix et sécurité et pour les efforts qu'elle a déployés. Mais aussi avec l'autre concurrent franco-algérien qui adopte, selon Jean-François Fauveau, une démarche commerciale basée sur des «niches» et la satisfaction de

«demandes saisonnières».

Tandis que le transporteur français privilégie, dira-t-il, une «logique de hub (plate-forme), sur une base annuelle, de manière régulière et sûre et une fréquence de un vol toutes les deux heures. Ainsi, dans le cadre de son programme hiver 2009-2010 (25 octobre-25 mars), Air France propose au départ d'Alger 28 vols hebdoma-

dares vers Paris Charles-de-Gaulle et 5 vols hebdomadaires vers Marseille.

Toutefois, Air France écarte toute modification de rotation hors Paris et Marseille et ne compte pas proposer des promotions tarifaires.

Toutefois, le transporteur français reste contraint par les mesures de sécurité qui freinent quelque peu la simplification des procédures d'embarquement.

En signalant qu'Air France mettra également à la disposition des voyageurs sur le long courrier la nouvelle cabine Premium Voyageurs. Intermédiaire entre la classe économique et celle d'affaire, cette nouvelle cabine assure des conditions agréables de vol (40% d'espace en plus notamment), à des tarifs compétitifs (à partir de 140 000 dinars TTC). De même, ces voyageurs pourront voyager dans les Airbus A380, d'une capacité de 538 passagers et à des tarifs de l'ordre de 100 000 dinars.

C. B.